

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 143 (1998)
Heft: 8

Artikel: Le groupe d'intervention de la police vénézuélienne
Autor: Rivet, Gilles
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345907>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le groupe d'intervention de la police vénézuélienne

Avec une moyenne de 80 morts par balles chaque fin de semaine, environ 1 000 viols tous les 7 jours, des attaques quotidiennes de bus, une pauvreté dont le développement est exponentiel, une crise économique qui, depuis plus de 15 ans, ronge le pays jusque dans ses racines (l'inflation est de plus de 1 000% par an), Caracas est devenue une des villes les plus dangereuses du monde. Les prises d'otages y sont quasiment journalières, une attaque de bus style «attaque de diligence» ordinaire. Sortir armé est devenu un pur réflexe de survie.

■ Gilles Rivet

Pourtant, rien ne semblait promettre la capitale du Venezuela à une telle situation, parce que le pays est potentiellement l'un des plus riches du monde. Situé au nord de l'Amérique du Sud, ayant des frontières avec le Brésil (au Sud), et la Colombie (au Nord et à l'Ouest), il possède de l'or, du pétrole (les plus grandes réserves du monde), des diamants, du gaz. Sa terre est riche et productive; une grande ouverture sur la mer favorise le commerce. Sa situation géographique, enfin, lui offre la possibilité de jouer un rôle-clé dans les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et les autres Etats d'Amérique du Sud, voire entre l'Europe et le sous-continent sud-américain.

La Brigada de acciones especiales

Le Venezuela vit donc une crise économique et morale sans précédent dans son histoire; la situation est même tellement catastrophique que les mouvements révolutionnaires,

qui avaient été éradiqués il y a une quinzaine d'années, font un retour inquiétant. Dans la seconde moitié des années 1980, le gouvernement a décidé de créer, au sein de la police (institution civile), un groupe d'intervention de haut niveau appelée Brigada de acciones especiales, similaire au GIGN ou au RAID français. Cette mesure visait à redonner un peu de confiance à la population.

La Garde nationale, la Marine, l'Ejército et la Force aérienne possèdent également des forces spéciales, mais le gouvernement civil manque de confiance en ses forces armées, car il y a eu plusieurs tentatives de coup d'Etat, particulièrement en 1992. Ces forces spéciales restent donc confinées dans des missions subalternes, dans tous les cas sans contact avec la population. De plus, toujours par peur d'un coup d'Etat, les crédits qui leur sont alloués restent faibles, insuffisants en tout cas pour permettre un entraînement de qualité, nécessaire pour mener des actions de sauvetage.

La Brigada de acciones especiales, forte d'une septantaine

d'hommes, est implantée au «cœur du problème», c'est-à-dire à Caracas. Ces policiers sont sans doute les plus menacés du monde; leur chance de rester en vie est très faible. Il y a un peu plus de deux ans, l'ancien commandant, un sous-commissaire de 36 ans, a été tué lors d'une libération d'otages. Ici l'«ennemi», qu'il soit narco-trafiquant, membre d'un réseau révolutionnaire, bandit de grand chemin ou délinquant ordinaire, ne connaît qu'un moyen de répondre à la police: l'usage de l'arme à feu.

Recrutement et formation

Les recrues de la Brigada de acciones especiales sont, bien entendu, des volontaires qui appartiennent à la Policia tecnica judicial depuis au moins trois ans. Leur dossier doit être sans «tache», ce qui nous semble évident, mais l'est moins au Venezuela où, pour la majorité des fonctionnaires, la corruption et les dessous de table sont un indispensable complément de salaire... Le candidat (il a en moyenne 27 ans) subit d'abord une série des tests phy-



siques et psychologiques, montrant qu'il possède les qualités requises pour son futur «job». Ensuite commence la formation spécifique d'une durée de trois ans, qui lui permettra de servir au sein de la brigade.

Durant la première année que l'on peut qualifier de formation de base, il s'agit de passer son brevet de parachutiste à Maracaï où est implantée la 4^e brigade parachutiste, la seule de ce type au Venezuela, d'atteindre les normes imposées en sport de combat, d'utiliser de façon quasiment instinctive les différentes armes dont dispose la brigade, de maîtriser la technique du rappel. La deuxième année est consacrée au tir, aux techniques d'assaut hélicoptère et à la maîtrise de la corde de rappel pour la prise d'un bâtiment en partant d'un toit. C'est durant la troisième année, la plus délicate, que l'on aborde les différents moyens pouvant servir à libérer des otages retenus à bord d'un avion de ligne. Comme tous les groupes spéciaux du monde, les Vénézué-

liens travaillent avec l'ensemble des compagnies aériennes du pays; ils ont donc accès à pratiquement tous les appareils en service dans cette partie du monde.

Sa formation, le jeune policier la poursuivra tout au long de sa carrière dans une succession de stages de mise à niveau, durant lesquels il se familiarisera avec les techniques nouvelles mises au point à l'étranger, le cas exemplaire étant sans doute l'expérience acquise par le GIGN avec la prise de l'Airbus d'Air France en décembre 1994. La vidéo de l'opération est en effet régulièrement projetée car, à Caracas, ce type de prise d'otage est tout à fait vraisemblable.

Tous les mardis, vingt hommes sont soumis à un «examen de maintien». Chacun doit obtenir des notes égales aux meilleures qu'il a décrochées; si ce n'est pas le cas, il suit une remise à niveau d'une durée d'une semaine. Après ce «rafraîchissement», lorsque les

notes restent toujours en-dessous du meilleur score, une ultime mise à niveau d'une semaine est encore accordée. Si, malgré tout, l'intéressé n'atteint pas le résultat attendu, il est exclu de la formation et retourne à son unité d'origine. Cette mesure est extrêmement rare; le sous-commissaire Ivan Simonovitch, commandant actuel de la Brigada, ne se souvient pas d'avoir eu un tel cas.

Tous les hommes sont volontaires et ils risquent leur vie tous les jours, leur obligation de servir ne dépasse donc pas cinq ans, formation comprise. En règle générale (cela se vérifie depuis la formation de l'unité en 1985), seuls ceux qui sont inaptes physiquement quittent à regret la Brigada.

Organisation et missions

La Brigada de acciones especiales comprend 70 policiers, soit 40 éléments d'intervention (les 2 seules femmes du corps en font partie) et 30 collaborateurs administratifs. Tous ont suivi la formation de 3 ans. Chacune des 4 sections d'intervention a un effectif de 10 policiers: 2 snipers, 2 spécialistes en explosif et déminage, 1 femme qualifiée en psychologie et en médecine d'urgence, capable de donner les premiers soins. Comme elles ne sont pas médecins, leur rôle consiste surtout à rassurer les victimes qui viennent d'être libérées et à leur assurer les premiers soins avant l'arrivée d'un médecin. Pour des raisons de sécurité, il se peut qu'un médecin non policier ne puisse pas accéder aux

victimes, même après leur libération. Quelqu'un doit donc faire le travail... Comme leurs collègues hommes, ces infirmières de choc sont parachutistes, tireurs d'élite, capables de nager plusieurs dizaines de mètres sous l'eau, expertes en sports de combat. Les 5 autres hommes de la section forment le groupe d'assaut.

La mission principale de la brigade, formation d'intervention de très haut niveau, est la libération d'otages. Pour ce faire, elle utilise tous les moyens à sa disposition et peut intervenir sur l'ensemble du territoire. Il n'en reste pas moins que Caracas reste son principal lieu d'action. Dans cette ville de 1 300 000 habitants (3 500 000 avec les banlieues) où le crime est quotidien, ces policiers sont quasiment toujours en intervention. Au cours d'une semaine, il est très rare que la brigade ne soit pas appelée. Les lieux d'intervention sont très divers: bus (des attaques de bus, suivies de prises d'otages sont quotidiennes), commerces (depuis la petite épicerie jusqu'à l'hyper-marché), maisons particulières, voitures privées. Curieusement, il n'y a jamais eu de prises d'otages dans des avions!

Les truands «standard» n'ont rien à perdre: même leur vie, pour eux, n'a pas vraiment de valeur. Cela les rend très dangereux, d'autant plus qu'il faut compter avec les effets des drogues dures très usitées.

Les interventions des policiers doivent être rapides. Une section se trouve donc toujours en «stand by» au quartier-gé-

néral de la police, au cœur même de Caracas. Deux sections se trouvent à l'entraînement, mais peuvent se faire alarmer dans les 15 minutes. La quatrième section est au repos mais, si nécessaire, elle peut être réunie au complet, dans les 2 heures qui suivent l'alerte. Il est arrivé que la brigade doive mener simultanément deux opérations; dans de telles con-

ditions, 40 hommes, c'est peu...

Les conditions de travail sont donc très dures, l'environnement particulièrement hostile. Une intervention dans un rancheros» (bidonville à la mode vénézuélienne) prend vite la dimension d'une véritable opération militaire, souvent menée avec l'appui et la collaboration



des forces armées (forces spéciales de l'Ejército). L'ennemi, souvent très bien armé, dispose de pistolets automatiques de tous les calibres, de fusils d'assaut, de grenades, voire d'armes antichars ou anti-aériennes, et il n'hésite pas à en faire usage.

Selon un calcul qui n'a rien d'officiel, mais dont les résultats circulent au sein de la brigade, un membre de la Brigada de acciones especiales a 50% de risques de perdre la vie dans les 5 ans qui suivent son incorporation; plus le temps passe, plus les chances diminuent. C'est donc un mort en sursis! Cela n'empêche pourtant pas les volontaires d'être nombreux: plusieurs dizaines chaque année. Leurs motivations, ils ne les trouvent certainement pas dans le salaire. Pour un simple policier, il s'élève à 55000 bolivars, soit environ 150 francs suisses, ou dans la reconnaissance du public qui doit, bien entendu, ignorer l'appartenance du policier à la brigade. C'est une question de survie...

Ce qui pousse ces hommes à risquer leur vie quotidiennement, c'est plutôt la foi en la justice, la foi en leur mission,



le sentiment de soulagement qu'ils peuvent lire sur le visage d'une personne qu'ils viennent de sauver, enfin la certitude d'être utile à quelque chose dans ce pays à la dérive. Dans l'avenir, la Brigada de acciones especiales ne va pas manquer de travail, car rien ne laisse poindre le moindre espoir d'améliorer la situation explosive au Venezuela. A court terme, elle devrait voir ses effectifs augmenter; on parle de les porter à une centaine d'hommes.

Malgré la crise économique qui ravage le pays et qui oblige l'Etat à rogner de façon importante sur le budget, la brigade

n'est pas touchée, bien au contraire. Ses hommes disposent du matériel le plus moderne, tant en armes qu'en moyens de communication. Ils sont aussi envoyés régulièrement à l'étranger pour acquérir les nouvelles techniques d'intervention.

Reprenant l'adage «La fonction crée l'organe», on peut parler qu'en dix années d'interventions quasi quotidiennes, la Brigada de acciones especiales est devenue l'une des plus efficaces du genre.

G. R.